

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 892

[C — 2001/29492]

**30 AUGUSTUS 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 2001;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wijzigingen die op het einde van het schooljaar 2000-2001 aan de modellen van de getuigschriften van basisonderwijs zijn aangebracht niet in de praktijk konden worden gezet door de instellingen op het ogenblik dat deze personen deze getuigschriften moesten uitreiken;

Dat vele getuigschriften zo zijn uitgereikt op basis van de vroegere wetgeving en dus niet geldig zouden zijn;

Dat teneinde de leerlingen niet te benadelen voor een pure kwestie van formalisme, deze situatie zo vlug mogelijk dient te worden geregeld bij een beschikking die de geldigheid van de getuigschriften van basisonderwijs uitgereikt overeenkomstig het besluit van 3 mei 1999 erkent;

Op voorstel van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor het schooljaar 2000-2001, zijn de getuigschriften van basisonderwijs uitgereikt in het basisonderwijs geldig overeenkomstig :

— ofwel bijlage A van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs;

— ofwel bijlage A ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 2001 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 houdende vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs;

— ofwel bijlage A ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 2001 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 22 juni 2001.**Art. 3.** De Minister van Kinderwelzijn, bevoegd voor het basisonderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 augustus 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn belast met het basisonderwijs,  
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,

J.-M. NOLLET

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 893

[C — 2002/27228]

**8 FEVRIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts et à l'octroi de subventions pour leurs activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 31*bis*, inséré par le décret du Conseil régional du 28 juin 2001;

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le code forestier, et notamment le titre XIV « des subventions de la Région wallonne » inséré par le décret du 17 décembre 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'octroi de subventions pour les activités de formation et de sensibilisation aux différentes fonctions économique, sociale et éducative protectrice, écologique et scientifique des bouquetaux, bois et forêts ainsi que des terres incultes qui leur sont accessoires;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.160/4, donné le 7 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° activité de formation : tout séminaire de formation ou stage;
- 2° activité de sensibilisation : toute activité d'animation de groupes en vue de la découverte du patrimoine naturel wallon;
- 3° Division de la Nature et des Forêts : la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;
- 4° Inspecteur général : l'Inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts;
- 5° Ministre : le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions;
- 6° organisme : toute personne morale de droit privé qui demande d'être agréée ou qui est agréée conformément au présent arrêté;
- 7° séminaire de formation : tout ensemble de cours de formation ou de perfectionnement en matière de patrimoine naturel, destinés à un public adulte susceptible d'utiliser et de répercuter les techniques et les informations reçues;
- 8° stage : tout ensemble d'activités relatives à la découverte du patrimoine naturel wallon, destinées à un jeune public et se déroulant pendant les congés scolaires.

**Art. 2.** Dans les limites des crédits budgétaires alloués à cette fin, le Ministre octroie, conformément aux dispositions prévues par le présent arrêté, des subventions à des organismes agréés pour l'organisation d'activités de formation ou de sensibilisation en matière de patrimoine naturel wallon.

Le bénéfice de ces subventions n'est pas cumulable avec d'autres subventions qui portent sur les mêmes activités.

#### CHAPITRE II. — *Agrément des organismes*

**Art. 3.** Afin d'être agréé, l'organisme visé à l'article 1<sup>er</sup> doit remplir les conditions suivantes :

- 1° être constitué en A.S.B.L. dont les statuts ont été publiés au *Moniteur belge* depuis au moins deux ans. L'objet social doit notamment viser à la réalisation d'activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel;
- 2° avoir un siège d'activités en Région wallonne et exercer tout ou partie de ses activités en Région wallonne;
- 3° posséder une expérience de deux ans minimum en matière d'éducation à la nature;
- 4° exercer une activité pratique ou scientifique en matière de patrimoine naturel depuis au moins deux ans;
- 5° posséder au sein du conseil d'administration au moins une personne titulaire d'un diplôme universitaire et qualifiée en matière de patrimoine naturel et au moins une personne titulaire d'un titre pédagogique relevant au minimum de l'enseignement supérieur de type court; ces titres peuvent être cumulés par la même personne.

Le délai de deux ans visé aux points 1°, 3° et 4° s'entend par rapport à la date d'envoi de la demande d'agrément à l'Inspecteur général.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément doit parvenir par envoi recommandé à l'Inspecteur général, accompagnée des documents suivants :

- 1° la copie des statuts de l'organisme publiés au *Moniteur belge*;
- 2° la preuve du respect des conditions énoncées à l'article 3;
- 3° un rapport d'activité détaillé des deux années qui précèdent celle de la demande d'agrément;
- 4° les comptes des deux années qui précèdent celle de la demande d'agrément et le budget prévisionnel pour l'année en cours;
- 5° les publications et dossiers pédagogiques éventuels réalisés par l'organisme et tout document probant;
- 6° un dossier comprenant les objectifs et le programme des activités visées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que l'agenda des activités prévues dans les trois mois à dater du jour de la demande.

§ 2. Le Ministre, sur avis de la Commission d'agrément de la Division de la Nature et des Forêts, telle que visée à l'article 5 du présent arrêté, statue sur la demande d'agrément dans les soixante jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet de demande. La décision d'agrément est publiée au *Moniteur belge* et notifiée à l'organisme.

§ 3. L'agrément est délivré pour une période de trois ans à dater de la signature de l'arrêté par le Ministre. Il est renouvelable pour une même période pour autant que l'organisme fournisse, outre les éléments visés au § 1<sup>er</sup>, la présentation du rapport d'activité des trois années passées.

La demande de renouvellement doit être introduite par lettre recommandée au plus tôt six mois et au plus tard trois mois avant la fin de la période d'agrément de trois ans. Elle est adressée à l'Inspecteur général.

Le Ministre statue sur la demande de renouvellement conformément à la procédure prévue au paragraphe 2 du présent article.

§ 4. Le Ministre peut, sur avis de la Commission d'agrément de la Division de la Nature et des Forêts, l'organisme entendu, procéder au retrait d'agrément temporaire ou définitif de l'organisme :

- 1° en cas de modification d'un des critères requis pour l'obtention de l'agrément tels que précisés dans l'article 3;
- 2° lorsqu'il constate le caractère insuffisant des activités réalisées par l'organisme susvisé;
- 3° en cas de non-respect des objectifs et du programme d'activités;
- 4° en cas de fraude;
- 5° lorsque les informations données lors des activités vont à l'encontre des lois.

Cette décision est publiée au *Moniteur belge* et notifiée à l'organisme.

CHAPITRE III. — *Commission d'agrément*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé auprès de la Division de la Nature et des Forêts une Commission d'agrément qui a son siège à Namur et qui est chargée de donner un avis sur les dossiers de demande d'agrément, de renouvellement et de retrait d'agrément.

§ 2. Les membres de la Commission d'agrément sont nommés par le Ministre et comprennent :

- deux représentants de la Direction des Affaires générales;
- deux représentants de la Direction de la Nature;
- trois représentants des Services extérieurs de la Division de la Nature et des Forêts.

La Commission peut faire appel au concours d'experts.

§ 3. La Commission d'agrément se réunit chaque fois que le nombre de dossiers de demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, et le délai précisé au § 2 de l'article 4 du présent arrêté, le justifie.

§ 4. La Commission d'agrément délibère valablement lorsque au moins quatre membres sont présents.

§ 5. La Commission d'agrément arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Ministre pour approbation.

CHAPITRE IV. — *Activités de formation et de sensibilisation*

**Art. 6.** Pour être prises en compte en vue de l'octroi des subventions prévues à l'article 2, les activités de formation et de sensibilisation doivent remplir les conditions suivantes :

1° chaque activité de formation doit comporter au minimum douze heures réparties par période d'au moins trois heures consécutives, la subvention étant octroyée pour une durée maximale de trois heures par demi-jour ou soirée, de six heures par jour;

2° chaque activité de sensibilisation doit avoir une durée minimale de deux heures et demie consécutives, la subvention étant octroyée pour une durée maximale de cinq heures par jour;

3° chaque activité de formation doit recueillir un nombre minimal de dix participants, conférenciers ou animateurs non compris, et devant suivre effectivement l'intégralité de l'activité;

4° chaque activité de sensibilisation doit recueillir un nombre minimal de douze participants, organisateurs et animateurs non compris;

5° les activités doivent se dérouler sur le territoire de la Région wallonne;

6° la demande de subvention doit parvenir à l'Inspecteur général au moins quinze jours avant le début de l'activité, sur le formulaire de demande d'accord préalable visé à l'annexe 1 du présent arrêté;

7° chaque activité doit faire l'objet d'un rapport d'activité succinct, suivant les modalités reprises à l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 7.** Pour un séminaire de formation, le montant forfaitaire de la subvention est de deux cent cinquante euros par période de six heures.

Pour un stage, le montant forfaitaire de la subvention est de cent cinquante euros par période de six heures.

Pour une activité de sensibilisation, le montant forfaitaire de la subvention est de cinquante euros par période de deux heures et demie.

**Art. 8.** L'intervention financière de la Région wallonne sera mentionnée par les organismes agréés lors des activités de formation et de sensibilisation réalisées dans le cadre du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Contrôle et modalités de paiement*

**Art. 9.** Les agents et préposés de la Division de la Nature et des Forêts sont chargés du contrôle de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

**Art. 10.** Les subventions pour les activités de formation et de sensibilisation sont liquidées sur présentation d'une déclaration de créance accompagnée du formulaire de rapport d'activité visé à l'annexe 2 du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

**Art. 11.** L'agrément obtenu par les organismes dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'octroi de subventions pour les activités de formation et de sensibilisation aux différentes fonctions économique, sociale et éducative, protectrice, écologique et scientifique des boqueteaux, bois et forêts ainsi que des terres incultes qui leur sont accessoires est maintenu jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande, pour autant que celle-ci soit introduite suivant les modalités reprises à l'article 4 dans les six mois à dater de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'octroi de subventions pour les activités de formation et de sensibilisation aux différentes fonctions économique, sociale et éducative, protectrice, écologique et scientifique des boqueteaux, bois et forêts ainsi que des terres incultes qui leur sont accessoires est abrogé.

**Art. 13.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

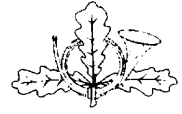
Namur, le 8 février 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## Annexe 1



MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE



DIRECTION GÉNÉRALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DIVISION DE LA NATURE ET DES FORÊTS

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCORD PRÉALABLE**  
**ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT WALLON DU**  
**relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions**  
**pour l'exercice d'activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon**

ORGANISME

Nom : ..... N° d'agrément : .....  
Personne à contacter : Nom : .....  
Tél. : .....

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

séminaire de formation       stage       activité de sensibilisation

Thème : .....

Présentation - objectifs : .....

Coordonnées des conférenciers et/ou animateurs : .....

Public-cible : .....

DEROULEMENT DE L'ACTIVITÉ

Date(s) : .....

Lieu de rendez-vous : .....

Heure de début de l'activité : ..... Durée : .....

<i>Réservé à l'administration</i>	
<i>N° de référence : :</i>	
<i>Impact budgétaire :</i>	<i>€</i>
<i>Décision : favorable – défavorable</i>	
<i>Date :</i>	
<i>Signature :</i>	

*Nom et prénom de la personne responsable :*

*Signature :*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions pour l'exercice d'activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon.

Namur, le 8 février 2002

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART



.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

*Date : ..... Nom et signature de la personne responsable au sein de l'organisme : .....*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions pour l'exercice d'activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon.

Namur, le 8 février 2002

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 893

[C — 2002/27228]

**8. FEBRUAR 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des Artikels 31*bis*, eingefügt durch das Dekret des Regionalrats vom 28. Juni 2001;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854 zur Festlegung des Forstgesetzbuches und insbesondere des Titels XIV «Zuschüsse der Wallonischen Region», eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Gewährung von Zuschüssen für die Aktivitäten im Bereich der Fortbildung und der Sensibilisierung für die verschiedenen wirtschaftlichen, sozialen, erzieherischen, schützenden, ökologischen und wissenschaftlichen Funktionen der Haine, Forste und Wälder, sowie der unfruchtbaren Böden, die ihnen anliegen;

Aufgrund des am 9. Juli 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 7. November 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 32.160/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Ausbildungsaktivität: jeder Ausbildungslehrgang oder jedes Praktikum;

2° Sensibilisierungsaktivität: jede Aktivität zur Betreuung von Gruppen, um das wallonische Naturerbe zu entdecken;

3° Abteilung Natur und Forstwesen: die Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° Generalinspektor: der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen;

5° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört;

6° Einrichtung: jede juristische Person privaten Rechts, die gemäß dem vorliegenden Erlass die Zulassung beantragt oder die bereits zugelassen ist;

7° Ausbildungslehrgang: jeder Ausbildungs- oder Fortbildungslehrgang in Sachen Naturerbe, der für Erwachsene bestimmt ist, welche die ermittelten Techniken oder erhaltenen Informationen möglicherweise benutzen und weitergeben werden;

8° Praktikum: Aktivitäten im Bereich der Entdeckung des wallonischen Naturerbes, die für die Jugendlichen bestimmt sind und die im Laufe der Schulferien stattfinden.

**Art. 2** - Im Rahmen der zu diesem Zweck bereitgestellten Haushaltsmittel gewährt der Minister gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Zuschüsse an die Einrichtungen, die für die Organisation von Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des wallonischen Naturerbes zugelassen sind.

Die Bezugsberechtigung für diese Zuschüsse ist nicht kumulierbar mit anderen bestehenden Zuschüssen für Aktivitäten gleicher Art.



KAPITEL II — *Zulassung der Einrichtungen*

**Art. 3** - Um zugelassen zu werden, muss die in Artikel 1 erwähnte Einrichtung die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° Sie muss als VoE errichtet sein, deren Statuten seit mindestens zwei Jahren im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht sind. Ihr Gesellschaftszweck muss u.a. die Ausübung von Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Naturerbes sein;

2° Sie muss einen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben und ihre gesamten Aktivitäten oder einen Teil davon in der Wallonischen Region ausüben;

3° Sie muss eine Erfahrung von mindestens zwei Jahren im Bereich der Naturerziehung vorweisen;

4° Sie muss eine praktische oder wissenschaftliche Aktivität im Bereich des Naturerbes seit mindestens zwei Jahren ausüben;

5° Sie muss innerhalb des Verwaltungsrats mindestens eine Person mit Universitätsdiplom, die im Bereich des Naturerbes qualifiziert ist, sowie mindestens eine Person mit pädagogischem Titel aus wenigstens dem Hochschulwesen kurzer Studiendauer haben. Diese Titel können von derselben Person kumuliert werden.

Die in den Punkten 1°, 3° und 4° erwähnten Frist von zwei Jahren versteht sich ab dem Versand des Antrags auf Zulassung an den Generalinspektor.

**Art. 4** - § 1. - Der Antrag auf Zulassung ist per Einschreibebrief an den Generalinspektor zu richten und muss die folgenden Dokumente umfassen:

1° eine Abschrift der im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Statuten;

2° der Beweis der Erfüllung der in Artikel 3 angeführten Bedingungen;

3° ein detaillierter Aktivitätsbericht für die zwei Jahre vor demjenigen, im Laufe dessen die Zulassung beantragt wird;

4° die Konten der zwei Jahre vor demjenigen, im Laufe dessen die Zulassung beantragt wird, sowie der Haushaltsentwurf für das laufende Jahr;

5° die eventuellen pädagogischen Publikationen und Akten, die von der Einrichtung verfasst wurden sowie jedes Beweisdokument;

6° eine Akte, die die Ziele und das Programm der in Artikel 1 erwähnten Aktivitäten umfasst sowie der Kalender der Aktivitäten, die im Laufe der drei Monate ab dem Datum des Antrags vorgesehen sind.

§ 2. - Nach erfolgter Stellungnahme des in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zulassungsausschusses der Abteilung Natur und Forstwesen beschließt der Minister über den Zulassungsantrag innerhalb von sechzig Werktagen ab dem Eingang der vollständigen Antragsakte. Der Zulassungsbeschluss wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht und der Einrichtung mitgeteilt.

§ 3. - Die Zulassung wird für eine Dauer von drei Jahren ab der Unterzeichnung des Erlasses durch den Minister gewährt. Sie kann für dieselbe Dauer erneuert werden, sofern die Einrichtung einen Aktivitätsbericht über die letzten drei Jahre zusammen mit den in § 1 erwähnten Elementen vorlegt.

Der Antrag auf Erneuerung muss per Einschreibebrief frühestens sechs Monate und spätestens drei Monate vor dem Ablauf der dreijährigen Zulassungsdauer eingereicht werden. Er wird an den Generalinspektor gerichtet.

Der Minister beschließt über den Erneuerungsantrag gemäß dem in § 2 dieses Artikels vorgesehenen Verfahren.

§ 4. - Nach erfolgter Stellungnahme des Zulassungsausschusses der Abteilung Natur und Forstwesen kann der Minister, nachdem er die Einrichtung angehört hat, die Zulassung der Einrichtung zeitweilig oder endgültig entziehen:

1° im Falle der Abänderung eines der in Artikel 3 angeführten Kriterien, die für den Erhalt der Zulassung obligatorisch sind;

2° wenn er die durch die obengenannte Einrichtung ausgeübten Aktivitäten für mangelhaft erachtet;

3° im Falle der Nichtbeachtung der Ziele und des Programms der Aktivitäten;

4° im Falle eines Betrugs;

5° wenn die bei den Aktivitäten mitgeteilten Informationen gesetzwidrig sind.

Dieser Beschluss wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht und der Einrichtung mitgeteilt.

KAPITEL III — *Zulassungsausschuss*

**Art. 5 - § 1.** — Bei der Abteilung Natur und Forstwesen wird ein Zulassungsausschuss errichtet, dessen Sitz sich in Namur befindet und der damit beauftragt ist, ein Gutachten über die Akten zur Beantragung, Erneuerung oder zum Entzug einer Zulassung abzugeben.

§ 2. — Die Mitglieder des Zulassungsausschusses werden vom Minister ernannt und umfassen:

- zwei Vertreter der Direktion der allgemeinen Angelegenheiten;
- zwei Vertreter der Direktion der Natur;
- drei Vertreter der Außendienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen.

Der Ausschuss ist berechtigt, an Sachverständige zu appellieren.

§ 3. — Der Zulassungsausschuss versammelt sich jedes Mal wenn die Anzahl der Zulassungs- oder Erneuerungsakten sowie die in § 2 von Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnte Frist es rechtfertigen.

§ 4. — Der Zulassungsausschuss ist beschlussfähig, wenn mindestens vier Mitglieder anwesend sind.

§ 5. — Der Zulassungsausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung fest und legt sie dem Minister zur Zustimmung vor.

KAPITEL IV — *Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten*

**Art. 6** - Um für die Gewährung der in Artikel 2 genannten Zuschüsse berücksichtigt zu werden, müssen die Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° jede Ausbildungsaktivität muss mindestens zwölf Stunden umfassen, die auf Zeiteinheiten von mindestens drei aufeinanderfolgenden Stunden verteilt sind. Der Zuschuss wird dann für eine Höchstdauer von drei Stunden pro Halbtage oder Abend und von sechs Stunden pro Tag gewährt;

2° jede Sensibilisierungsaktivität muss eine Mindestdauer von zweieinhalb aufeinanderfolgenden Stunden haben. Der Zuschuss wird dann für eine Höchstdauer von fünf Stunden pro Tag gewährt;

3° jede Ausbildungsaktivität muss von einer Mindestanzahl von zehn Teilnehmern (ohne die Redner oder Animatoren) besucht werden, die an der gesamten Aktivität effektiv teilnehmen müssen;

4° jede Sensibilisierungsaktivität muss von einer Mindestanzahl von zwölf Teilnehmern, ausschließlich der Redner und Animatoren, besucht werden;

5° die Aktivitäten müssen auf dem Gebiet der Wallonischen Region stattfinden;

6° der Antrag auf Zuschuss muss an den Generalinspektor mindestens fünfzehn Tage vor dem Anfang der Aktivität auf dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass erwähnten Formular zur Beantragung der vorherigen Zustimmung gerichtet werden;

7° jede Aktivität muss Gegenstand eines kurzen Aktivitätsberichts sein, nach den in der Anlage 2 zum vorliegenden Erlass angeführten Modalitäten.

**Art. 7** - Für einen Ausbildungslehrgang beläuft sich der Betrag des Zuschusses pauschal auf zweihundertfünfzig Euro pro Zeiteinheit von sechs Stunden.

Für ein Praktikum beläuft sich der Betrag des Zuschusses pauschal auf hundertfünfzig Euro pro Zeiteinheit von sechs Stunden.

Für eine Sensibilisierungsaktivität beläuft sich der Betrag des Zuschusses pauschal auf fünfzig Euro pro Zeiteinheit von zweieinhalb Stunden.

**Art. 8** - Die finanzielle Beteiligung der Wallonischen Region wird durch die zugelassenen Einrichtungen bei den im Rahmen des vorliegenden Erlasses durchgeführten Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten bekanntgegeben.

KAPITEL V. — *Überprüfung und Zahlungsweise*

**Art. 9** - Die Bediensteten und Beauftragten der Abteilung Natur und Forstwesen werden mit der Überprüfung der Durchführung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 10** - Die Zuschüsse für die Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten werden unter Vorlage einer Schuldforderung, die dem in der Anlage 2 zum vorliegenden Erlass erwähnten Formular über den Aktivitätsbericht beigefügt ist, gezahlt.

KAPITEL VI — *Übergangsbestimmungen*

**Art. 11** - Die Zulassung, die durch die Einrichtungen im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Gewährung von Zuschüssen für die Aktivitäten im Bereich der Fortbildung und der Sensibilisierung für die verschiedenen wirtschaftlichen, sozialen, erzieherischen, schützenden, ökologischen und wissenschaftlichen Funktionen der Haine, Forste und Wälder, sowie der unfruchtbaren Böden, die ihnen anliegen, erhalten wurde, wird bis zu dem Zeitpunkt, an dem über ihren Antrag entschieden wird, aufrechterhalten, sofern dieser nach den in Artikel 4 erwähnten Modalitäten innerhalb von sechs Monaten nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt eingereicht wird.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 12** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Gewährung von Zuschüssen für die Aktivitäten im Bereich der Fortbildung und der Sensibilisierung für die verschiedenen wirtschaftlichen, sozialen, erzieherischen, schützenden, ökologischen und wissenschaftlichen Funktionen der Haine, Forste und Wälder, sowie der unfruchtbaren Böden, die ihnen anliegen, wird aufgehoben.

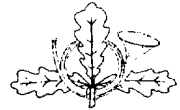
**Art. 13** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Februar 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Anlage 1



MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION  
GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT

ABTEILUNG NATUR UND FORSTWESEN

**FORMULAR ZUR BEANTRAGUNG EINER VORHERIGEN ZUSTIMMUNG  
ERLASS DER WALLONISCHEN REGIERUNG VOM 8. FEBRUAR 2002  
über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von  
Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das  
wallonische Naturerbe**

EINRICHTUNG

Name: ..... Zulassungsnummer: .....  
Ansprechpartner: Name: .....  
Tel.: .....

BESCHREIBUNG DER AKTIVITÄT

Ausbildungslehrgang                       Praktikum                       Sensibilisierungsaktivität  
Thema : .....  
.....  
.....  
Darstellung - Ziele :  
.....  
.....  
.....  
Personalien der Redner und/oder Animatoren: .....  
.....  
.....  
Zielpublikum: .....  
.....  
.....

VERLAUF DER AKTIVITÄT

Datum/Daten: .....  
Ort des Treffpunkts: .....  
.....  
Uhrzeit des Anfangs der Aktivität: ..... Dauer: .....

<i>Der Verwaltung vorbehalten</i>
Bezugsnummer: . :
Kosten: €
Beschluss: <i>günstig – ungünstig</i>
Datum:
Unterschrift:

*Name und Vorname des Verantwortlichen:*

*Unterschrift:*

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2002

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART



.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

*Datum: ..... Name und Unterschrift des Verantwortlichen innerhalb der Einrichtung: .....*

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2002

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 893

[C — 2002/27228]

**8 FEBRUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk patrimonium**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 31*bis*, ingevoegd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 28 juni 2001;

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op titel XIV "de toelagen van het Waalse Gewest", ingevoegd bij het decreet van 17 december 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de toekenning van toelagen voor de activiteiten van vorming en bewustmaking voor de economische, sociale, educatieve, beschermings-, ecologische en wetenschappelijke functies van bosjes, bossen en wouden alsook van aanpalend braakliggende gronden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juli 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies 32.160/4, gegeven op 7 november 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° vormingsactiviteit : elke vormingscursus of -stage;

2° bewustmakingsactiviteit : elk groepswerk bestemd voor de ontdekking van het Waalse natuurlijk patrimonium;

3° Afdeling Natuur en Bossen : de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-Generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° Inspecteur-generaal : de Inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen;

5° Minister : de Minister die bevoegd is voor het natuurbehoud;

6° instelling : elke privaatrechtelijke rechtspersoon die een aanvraag tot erkenning indient of die erkend is overeenkomstig voorliggend besluit;

7° vormingsseminarie : elk pakket van vormings- of bijscholingscursussen betreffende het natuurlijk patrimonium en bestemd voor een publiek van volwassenen die de geleerde technieken en de ontvangen informatie kunnen gebruiken en daaraan gevolg geven;

8° stage : elk pakket van activiteiten betreffende de ontdekking van het Waalse natuurlijk patrimonium, bestemd voor een publiek van jongeren en die plaatsvinden tijdens de schoolvakantie.

**Art. 2.** Binnen de perken van de te dien einde toegekende begrotingskredieten, verleent de Minister, overeenkomstig de voorschriften van dit besluit, toelagen aan instellingen die erkend zijn voor de organisatie van vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk patrimonium.

De instellingen komen niet in aanmerking voor voornoemde toelagen indien ze al andere toelagen genieten die dezelfde activiteiten betreffen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de instellingen*

**Art. 3.** Om erkend te zijn, moet de in artikel 1 bedoelde instelling voldoen aan volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn als VZW waarvan de statuten zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* sinds minstens twee jaar. Het maatschappelijk doel moet inzonderheid de uitvoering van vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk patrimonium beogen;

2° beschikken over een activiteitenzetel in het Waalse Gewest en geheel of gedeelte van haar activiteiten uitoefenen in het Waalse Gewest;

3° minstens twee jaar ervaring hebben inzake natuureducatie;

4° een praktische of wetenschappelijke activiteit op het gebied van het natuurlijk patrimonium uitoefenen sinds minstens twee jaar;

5° beschikken, binnen de raad van bestuur, over minstens één persoon die houder is van een universitair diploma en die bekwaamheden heeft op het gebied van het natuurlijk patrimonium en over minstens één persoon die houder is van een akte van pedagogische bekwaamheid van het hoger onderwijs van het korte type of van een hoger niveau. Voornoemde akten mogen worden gehouden door dezelfde persoon.

De in punten 1°, 3° en 4° bedoelde termijn van twee jaar moet worden begrepen in verband met de datum waarop de erkenningsaanvraag wordt gestuurd aan de Inspecteur-generaal.

**Art. 4. § 1.** De erkenningsaanvraag moet bij aangetekende brief worden gestuurd aan de Inspecteur-generaal samen met de volgende stukken :

1° een kopie van de statuten van de instelling die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt;

2° het bewijs van de inachtneming van de in artikel 3 vermelde voorwaarden;

3° een gedetailleerd activiteitenverslag voor de twee jaar die voorafgaan aan het jaar waarin de erkenningsaanvraag wordt ingediend;

4° de rekeningen van de twee jaar die voorafgaan aan het jaar waarin de erkenningsaanvraag wordt ingediend en de begrotingsraming voor het lopende jaar;

5° de publicaties en de eventuele pedagogische dossiers opgemaakt door de instelling alsook elk bewijsstuk;

6° een dossier met de doelstellingen en het programma van de in artikel 1 bedoelde activiteiten alsook de agenda van de activiteiten die gepland zijn binnen drie maanden vanaf de dag van de aanvraag.

§ 2. Op advies van de Erkenningscommissie van de Afdeling Natuur en Bossen, zoals bedoeld in artikel 5 van voorliggend besluit, beslist de Minister over de erkenningsaanvraag binnen zestig werkdagen vanaf de ontvangst van het volledige aanvraagdossier. De erkenningsaanvraag wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en betekend aan de instelling.

§ 3. De erkenning wordt afgegeven voor een periode van drie jaar vanaf de ondertekening van het besluit door de Minister. Zij kan worden vernieuwd voor een gelijkwaardige periode voor zover de instelling, naast de in § 1 bedoelde stukken, het activiteitenverslag voor de drie vorige jaren voorlegt.

De vernieuwingsaanvraag moet bij aangetekende brief worden ingediend op z'n vroegst zes maanden en uiterlijk drie maanden vóór het einde van de erkenningstermijn van drie jaar. Bedoelde aanvraag moet worden gestuurd aan de Inspecteur-generaal.

De Minister beslist over de vernieuwingsaanvraag overeenkomstig de in § 2 van dit artikel bedoelde procedure.

§ 4. De Minister mag, op advies van de Erkenningscommissie van de Afdeling Natuur en Bossen, de erkenning van de instelling tijdelijk of definitief intrekken nadat die laatste gehoord is :

1° in geval van wijziging van één van de in artikel 3 bedoelde criteria die vereist zijn voor het verkrijgen van de erkenning;

2° als hij de ontoereikendheid vaststelt van de door voornoemde instelling uitgevoerde activiteiten;

3° in geval van niet-inachtneming van de doelstellingen en van het activiteitenprogramma;

4° in geval van bedrog;

5° indien de inlichtingen gegeven in de loop van de activiteiten tegenstrijdig zijn met de wetten.

Die beslissing wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en betekend aan de instelling.



HOOFDSTUK III. — *Erkenningscommissie*

**Art. 5.** § 1. Een Erkenningscommissie, die in Namen gevestigd is, wordt opgericht binnen de Afdeling Natuur en Bossen. Ze heeft als opdracht een advies uit te brengen over de dossiers m.b.t. een erkenningsaanvraag, -vernieuwing of -intrekking.

§ 2. De leden van de Erkenningscommissie worden benoemd door de Minister en bestaan uit :

- twee vertegenwoordigers van de Directie Algemene Aangelegenheden;
- twee vertegenwoordigers van de Directie Natuur;
- drie vertegenwoordigers van de Buitendiensten van de Afdeling Natuur en Bossen.

De Commissie mag een beroep doen op deskundigen.

§ 3. De Erkenningscommissie komt bijeen telkens als het aantal dossiers m.b.t. een erkenningsaanvraag of -vernieuwing alsook de in artikel 4, § 2, van voorliggend besluit vastgestelde termijn het vereisen.

§ 4. De Erkenningscommissie beslist op geldige wijze als ten minste vier leden aanwezig zijn.

§ 5. De Erkenningscommissie bepaalt haar huishoudelijk reglement en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

HOOFDSTUK IV. — *Vormings- en bewustmakingsactiviteiten*

**Art. 6.** Om in aanmerking te komen voor de in artikel 2 bedoelde toelagen, moeten de vormings- en bewustmakingsactiviteiten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° elke vormingsactiviteit moet minstens twaalf uur bevatten die verdeeld zijn over een periode van ten minste drie opeenvolgende uren. De toelage wordt toegekend voor een maximumduur van drie uur per halve dag of avond en van zes uur per dag;

2° elke bewustmakingsactiviteit moet een maximumduur hebben van twee en een half opeenvolgende uren. De toelage wordt toegekend voor een maximumduur van vijf uur per dag;

3° voor elke vormingsactiviteit moeten minimum tien deelnemers worden ingeschreven, lezers of groepsleiders niet inbegrepen, die het geheel van de activiteit daadwerkelijk moeten volgen;

4° voor elke bewustmakingsactiviteit moeten minimum twaalf deelnemers worden ingeschreven, organisatoren of groepsleiders niet inbegrepen;

5° de activiteiten moeten plaatsvinden op het grondgebied van het Waalse Gewest;

6° de Inspecteur-generaal moet de aanvraag om toelage ontvangen ten minste vijftien dagen vóór het begin van de activiteit d.m.v. het in bijlage 1 bij dit besluit bedoelde formulier m.b.t. de voorafgaande overeenstemming;

7° elke activiteit moet opgenomen zijn in een beknopt activiteitenverslag, overeenkomstig de in bijlage 2 bij dit besluit bedoelde modaliteiten.

**Art. 7.** Voor een vormingsseminarie is het forfaitaire bedrag van de toelage gelijk aan tweehonderd vijftig euro per periode van zes uur.

Voor een stage is het forfaitaire bedrag van de toelage gelijk aan honderd vijftig euro per periode van zes uur.

Voor een bewustmakingsactiviteit is het forfaitaire bedrag van de toelage gelijk aan vijftig euro per periode van twee en een half uur.

**Art. 8.** De financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest zal worden vermeld door de erkende instellingen bij de vormings- en bewustmakingsactiviteiten uitgevoerd in het kader van voorliggend besluit.

HOOFDSTUK V. — *Toezicht en betalingsmodaliteiten*

**Art. 9.** De personeelsleden en ambtenaren van de Afdeling Natuur en Bossen zijn belast met het toezicht op de uitvoering van de voorschriften van voorliggend besluit.

**Art. 10.** De toelagen betreffende de vormings- en bewustmakingsactiviteiten worden uitbetaald op voordracht van een aangifte van schuldvordering samen met het in bijlage 2 bij voorliggend besluit bedoelde formulier m.b.t. het activiteitenverslag.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 11.** De erkenning ontvangen door de instellingen in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de toekenning van toelagen voor de activiteiten van vorming en bewustmaking voor de economische, sociale, educatieve, beschermings-, ecologische en wetenschappelijke functies van bosjes, bossen en wouden alsook van aanpalend braakliggende gronden, wordt behouden totdat een beslissing wordt genomen over hun aanvraag, voor zover die wordt ingediend overeenkomstig de modaliteiten vermeld in artikel 4 binnen zes maanden vanaf de bekendmaking van voorliggend besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 12.** Het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de toekenning van toelagen voor de activiteiten van vorming en bewustmaking voor de economische, sociale, educatieve, beschermings-, ecologische en wetenschappelijke functies van bosjes, bossen en wouden alsook van aanpalend braakliggende gronden, wordt opgeheven.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheden het natuurbehoud behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2002.

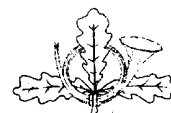
De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

## bijlage 1



MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST



DIRECTORAAT-GENERAAL NATUURLIJKE HULPBRONNEN EN LEEFMILIEU  
AFDELING NATUUR EN BOSSEN

**FORMULIER M.B.T. DE AANVRAAG OM VOORAFGAANDE OVEREENSTEMMING  
BESLUIT VAN DE WAALSE REGERING VAN 8 FEBRUARI 2002**

**betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van  
toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk  
patrimonium**

*INSTELLING*

*Naam :* ..... *Erkenningsnummer :* .....

*Contactpersoon :* *Naam :* .....

*Tel. :* .....

*BESCHRIJVING VAN DE ACTIVITEIT*

*vormingsseminarie*

*stage*

*bewustmakingsactiviteit*

*Thema :* .....

*Voorstelling - doelstellingen :* .....

*Adres en verdere gegevens van de lezers en/of groepsleiders :* .....

*Doelgroep :* .....

*VERLOOP VAN DE ACTIVITEIT*

*Datum(s) :* .....

*Plaats :* .....

*Uur van aanvang van de activiteit : ..... Duur : .....*

*Vorbehouden aan het bestuur*

*Referentienummer : :*

*Budgettaire impact : €*

*Beslissing : gunstig – ongunstig*

*Datum :*

*Handtekening :*

*Naam en voornaam van de verantwoordelijke  
persoon :*

*Handtekening :*

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk patrimonium

Namen, 8 februari 2002

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

## Bijlage 2



MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST



DIRECTORAAT-GENERAAL NATUURLIJKE HULPBRONNEN EN LEEFMILIEU  
AFDELING NATUUR EN BOSSEN

**FORMULIER M.B.T. HET ACTIVITEITENVERSLAG  
BESLUIT VAN DE WAALSE REGERING VAN 8 FEBRUARI 2002**

betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van  
toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk  
patrimonium

*INSTELLING*

*Naam* : ..... *Erkenningsnummer* : .....

*BESCHRIJVING VAN DE ACTIVITEIT*

*Referentienummer* (zie voorafgaande overeenstemming) : .....

*vormingsseminarie*

*stage*

*bewustmakingsactiviteit*

*Thema* : .....

*Datum* : ..... *Duur* : ..... *Aantal deelnemers* : .....

*Adres en verdere gegevens van de lezers, groepsleiders, gidsen* : .....

.....  
.....  
.....

*IDENTITEIT VAN DE DEELNEMERS : Naam, voornaam en handtekening*

(Georganiseerde groep : naam, voornaam en handtekening van de verantwoordelijke persoon; lijst  
(naam, voornaam) van de deelnemers en (schoolgroep) studieniveau van de groep en adres van de  
instelling)

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

*Datum : ..... Naam en handtekening van de verantwoordelijke persoon binnen de instelling : .....*

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk patrimonium

Namen, 8 februari 2002

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART